

UNE CONSCIENCE COLLECTIVE SANS ACTEURS COLLECTIFS ?

L'avenir des Forums sociaux mis en débat

Par SAMIR AMIN et FRANCOIS HOUTART *

* Respectivement président du Forum mondial des alternatives et directeur du Centre tricontinental (CETRI) de Louvain-la-Neuve

Les Forums sociaux mondiaux (FSM), continentaux¹, nationaux et thématiques sont autant de points de rencontre et d'échanges pour tous ceux qui, aux termes de la Charte de principes de Porto Alegre², « *s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et à toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain* ». Un quart de siècle après l'élaboration du « Consensus de Washington », quinze ans après la chute du mur de Berlin, la convergence croissante des résistances que l'on constate s'exprime dans la protestation contre les grands centres de décision planétaires : Organisation mondiale du commerce (OMC), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), G-8, Conseils européens, Sommets des Amériques, Davos. En décembre 1999, Seattle a en quelque sorte servi de matrice. Puis, à partir de celui de Porto Alegre³ en janvier 2001, sont venus les Forums sociaux mondiaux, espaces de rassemblement et de coordination de ces résistances à l'échelle intercontinentale.

Cette configuration avait cependant des antécédents : pour ne citer qu'eux, le People's Power 21 (« Pouvoir populaire pour le 21 siècle »)

¹ Après Florence (2002), Paris/Saint-Denis (2003) et Londres (2004), c'est Athènes qui, du 3 au 7 mai 2006, accueillera le quatrième Forum social européen.

² Adresse du site à venir

³ Lire Bernard Cassen, *Tout a commencé à Porto Alegre*, 1001 Nuits, Paris, 2003.

réunissant des mouvements et organisations non gouvernementales d'Asie ; la Rencontre « intergalactique » des Zapatistes au Chiapas en 1996, et « L'Autre Davos » tenu à Zurich, à la veille du « vrai », en janvier 1999.

La phase néolibérale du capitalisme, à laquelle la Charte de Porto Alegre fait référence, est née de la crise des années 1970, avec l'épuisement des trois piliers de l'économie mondiale qu'étaient le modèle keynésien de collaboration entre le capital, le travail et l'Etat ; le socialisme dit « réel » ; et le modèle de Bandung - ou de développement national - des pays du tiers-monde. Cette nouvelle phase se caractérise par le renforcement, à l'échelle planétaire, de ce que Marx appelait la soumission du travail au capital au sein même du processus de production. Mais comme la grande majorité de la population mondiale n'est pas salariée, la généralisation de cette soumission à tous les groupes sociaux - petits paysans, femmes, secteurs urbains informels, peuples autochtones, classes moyennes, etc. - s'effectue par d'autres moyens que le salaire. Par exemple par les mécanismes financiers (remboursement de la dette, utilisation des paradis fiscaux) ou juridiques (normes imposées par le FMI, la Banque mondiale, l'OMC) qui renforcent la logique financière comme critère exclusif de développement.

Tous les groupes sociaux subalternes sont aujourd'hui durement affectés dans leur vie quotidienne par la marchandisation de l'éducation et de la santé, par la privatisation de l'eau et des services publics, par la réduction des investissements d'infrastructures, par la chute des prix agricoles. Bref, par la domination universelle du marché et de la finance, et par la concentration des décisions économiques entre les mains des transnationales. Fer de lance du système global, les Etats-Unis sont également le rempart de sa sécurité en garantissant militairement le contrôle - et son corollaire qu'est le gaspillage - des ressources naturelles mondiales. Ils précipitent ainsi des ruptures écologiques dont les dimensions dramatiques n'affectent plus seulement les classes les plus pauvres - qui ont toujours vécu dans un univers de désolation -, mais l'ensemble des populations. C'est pourquoi, pour des secteurs toujours plus nombreux, le caractère destructeur du capitalisme l'emporte aujourd'hui sur son aspect créateur de biens et de services, par ailleurs de plus en plus inégalement distribués. D'où la multiplication des

résistances qu'il suscite, et auxquelles il apparaît comme l'adversaire commun.

De ce fait, les Forums sociaux affichent une diversité qui fait aussi leur richesse : géographique (tous les continents), sectorielle (paysans, peuples indigènes, ouvriers, femmes, écologistes, intellectuels), organisationnelle (mouvements sociaux, organisations non gouvernementales - ONG), idéologique (partisans de l'humanisation du capitalisme ou de son dépassement). Ils se caractérisent aussi par leur gestion non hiérarchisée. Un Forum constitue un espace d'accueil et de services, un lieu de rencontre et d'échanges, et non pas une entité pouvant prendre des décisions collectives. Avec des milliers de mouvements et organisations du monde entier et des dizaines de milliers de participants, une telle éventualité conduirait inévitablement à leur explosion, à la fois pour des raisons pratiques (le temps nécessaire pour se mettre d'accord sur des priorités) et pour des motifs idéologiques : la diversité des options sur le long terme.

La grande avancée dont on doit créditer les six FSM tenus à ce jour (4 à Porto Alegre, un à Bombay et le dernier, celui de 2006, organisé sur le mode « polycentrique » à Bamako, Caracas et Karachi) est d'avoir ancré dans la conscience collective le fait que le néolibéralisme n'est pas éternel et qu'il existe des alternatives à lui opposer, qu'elles relèvent de l'utopie ou de mesures à court ou moyen termes. Les forums ont aussi contribué à la constitution ou au renforcement de réseaux internationaux de lutte pour promouvoir ces alternatives dans les domaines les plus variés : dette extérieure des pays en développement ; taxes globales ; paradis fiscaux ; Zone de libre-échange des Amériques (ALCA), OMC et Accord général sur le commerce des services (AGCS) ; eau ; organismes génétiquement modifiés (OGM) ; souveraineté et sécurité alimentaires autour de La Via Campesina (coordination mondiale des mouvements paysans), etc. L'existence des forums est ainsi devenue à elle seule un fait politique, et ils ont créé une nouvelle espérance au niveau mondial.

Après cette étape de montée en puissance et de consolidation, les forums doivent maintenant affronter des défis dont le plus important est de passer de l'élaboration d'une conscience collective à la construction d'acteurs collectifs afin de déboucher sur un nouveau sujet historique. Il

ne s'agira plus seulement de la classe ouvrière, comme au 19^e et au 20^e siècles, mais, avec elle, d'un éventail beaucoup plus large d'acteurs et mouvements sociaux. Dans le cadre des Forums, et pour favoriser cette évolution, s'est chaque année réunie une Assemblée des mouvements sociaux produisant des documents, des calendriers et propositions d'action. C'est de cette assemblée qu'est issu, en janvier 2003, le projet d'une manifestation mondiale contre la guerre qui se préparait en Irak et qui, le 18 mars suivant, rassembla dans plus de 600 villes du monde quelque 15 millions de personnes. Parmi les propositions d'action pour les prochains mois émanant de l'Assemblée tenue lors du FSM de Caracas en janvier 2006 : l'appui aux mouvements russes organisant la protestation contre le sommet du G-8 à Saint-Petersbourg (juillet 2005), et une journée internationale d'action contre la Banque mondiale et le FMI devant leurs sièges dans le monde entier (septembre 2005).

Le deuxième défi porte sur la viabilité des Forums eux-mêmes, de leur base matérielle de fonctionnement et de leur organisation interne. Si l'on prend en considération leur nombre de participants, en constante augmentation, et leur renouvellement générationnel, on ne peut affirmer qu'il y ait actuellement risque d'essoufflement. Mais les problèmes d'intendance, le temps et les moyens financiers investis, ainsi que les difficultés d'organisation sont réels. S'y ajoute la difficulté de faire participer les catégories populaires et le danger de se concentrer sur les permanents des organisations disposant de ressources suffisantes.

Troisième défi : quelles stratégies adopter face à des institutions et des gouvernements dont les Forums dénoncent les politiques, mais qui pratiquent habilement la subversion sémantique en utilisant, dans un sens totalement différent et au service des groupes sociaux dominants, les mêmes concepts de « société civile », « démocratie participative », « lutte contre la pauvreté », etc. ; qui tentent de « coopter » les organisations et militants actifs qu'elles repèrent (financement d'activités ou de projets, invitations à Davos, participation à des initiatives des organismes financiers internationaux). Cela dans le même temps où certains de ces gouvernements criminalisent les mouvements sociaux et les ONG progressistes, durcissent les procédures judiciaires au prétexte de la lutte antiterroriste, emprisonnement et font assassiner des dirigeants populaires.

La pérennité des Forums⁴ est donc indissociable de la construction d'acteurs collectifs engagés ici et maintenant, tant au niveau national et continental (notamment européen) qu'international, dans l'action pour des politiques esquissant les premiers contours d'un « autre monde possible ». C'est à cet objectif que l'Appel de Bamako⁵ a voulu contribuer. Son contenu est le fruit du travail d'un réseau d'organisations, de mouvements sociaux et de centres d'appui à leur service, réunis à la veille de la session du FSM décentralisé de 2006 au Mali, en commémoration du 50^e anniversaire de la Conférence de Bandung. Il complète le Manifeste de Porto Alegre⁶, première tentative, en janvier 2005, de mise en cohérence des acquis des forums par la formulation d'une douzaine de « grappes » de mesures structurantes. Entamé lors du Forum social européen de Paris/Saint-Denis en 2003, le débat sur l'avenir et les débouchés des Forums sociaux devient maintenant une question centrale. En premier lieu, mais non exclusivement, en leur propre sein.

⁴ Le prochain Forum social mondial aura lieu à Nairobi (Kenya) en janvier 2007.

⁵ L'Appel de Bamako est disponible en plusieurs langues sur les sites du Forum du tiers-monde et du Forum mondial des alternatives : *forumtiersmonde.net* ; *www.forumdesalternatives.org*

⁶ Le texte du Manifeste de Porto Alegre a été publié dans *Manière de voir*, « En lutte ! », n° (à venir), novembre-décembre 2005.